

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 21

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

55^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 dicembre 2008)

Raccomandazione n. 834 ⁽¹⁾

Sulla sicurezza europea dopo la guerra in Georgia ⁽²⁾

Trasmessa il 31 dicembre 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Consternée par le fait que deux Etats membres de l'OSCE et du Conseil de l'Europe soient entrés en guerre à propos d'un litige qui aurait dû être réglé par des moyens pacifiques tout en estimant néanmoins que depuis l'Accord de cessez-le-feu de 1992 entre la Géorgie et l'Ossétie, il n'y a jamais eu de perspectives concrètes de

règlement négocié acceptable pour toutes les parties concernées;

(ii) Consciente des allégations de violation de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Convention de Genève de 1949 et d'autres Traités internationaux, et acceptant que les actions juridiques résultant de tels agissements soient du ressort des organes appropriés, y compris de la Cour internationale de justice;

(iii) Consciente des points de vue radicalement opposés de la Géorgie et de la Russie sur la responsabilité du déclenchement de la guerre et partant de l'hypothèse que cette question sera exa-

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 4 décembre 2008, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Michael Hancock, viceprésident et rapporteur (Royaume-Uni, Groupe libéral) et M. Miltiadis Varvitsiotis, rapporteur (Grèce, Groupe fédéré), Document 2029.

minée, conformément à la décision de l'Union européenne, par une Commission d'enquête internationale indépendante qui examinera aussi ce qui s'est passé durant cette brève mais tragique guerre;

(iv) Déplorant qu'à la suite de cette guerre, les relations entre la Russie d'une part, et l'UE, l'OTAN et les Etats-Unis d'autre part, se soient dégradées à une époque où la coopération internationale est d'une importance cruciale pour affronter des défis inédits pour la sécurité et l'économie du monde;

(v) Déplorant la reconnaissance précipitée de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Russie qui n'a fait aucune tentative pour impliquer le Conseil de sécurité des Nations unies dans un processus négocié;

(vi) Notant que la Russie a déclaré que cette reconnaissance était irréversible, mais observant qu'aucun des alliés les plus proches de la Russie n'a apporté son soutien aux républiques séparatistes⁽³⁾ condamnées à être tributaires de la Russie compte tenu de leur situation économique, démographique et géographique;

(vii) Se félicitant du climat positif qui a régné à Genève pendant les sessions des pourparlers de paix en novembre, ce qui a permis aux Groupes de travail sur la sécurité et la stabilité et sur le retour des personnes déplacées et des réfugiés de tenir des réunions informelles avec la participation de toutes les parties concernées;

(viii) Estimant néanmoins que l'UE ne peut pas accepter le statu quo en Géorgie et que le processus de Genève doit se poursuivre dans le but de rétablir la sécurité et la stabilité dans la région tout en restaurant l'intégrité territoriale de la Géorgie;

(ix) Se félicitant de l'action fructueuse menée par la Présidence de l'UE pour

⁽³⁾ Jusqu'à présent, seul le Nicaragua a suivi l'initiative de la Russie et reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

négocier un cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie au premier stade du conflit, ce qui a renforcé la crédibilité de l'UE en tant qu'acteur de politique étrangère et interlocuteur de poids face à la Russie pour les questions de sécurité sur le continent eurasiatique;

(x) Considérant que l'UE doit exploiter son statut fraîchement acquis d'intermédiaire honnête en cas de conflit dans la zone paneuropéenne pour renouveler et renforcer ses efforts afin de contribuer à trouver des solutions aux conflits dits gelés en Europe, y compris dans le Haut-Karabakh et en Transnistrie;

(xi) Se félicitant du déploiement rapide de la Mission d'observation de l'UE en Géorgie dans le but de stabiliser la situation et de réduire le risque d'une reprise des hostilités tout en surveillant l'application de l'accord en six points signé le 12 août;

(xii) Jugeant néanmoins inacceptable que la Mission continue de se voir refuser le franchissement de la frontière administrative et l'accès aux deux républiques séparatistes, ce qui de facto limite son rôle à la surveillance du respect par la Géorgie de l'accord en six points;

(xiii) Considérant que la paix et la sécurité dans l'espace euro-atlantique ne peuvent se développer que si toutes les préoccupations sécuritaires de la région sont prises en compte;

(xiv) Reconnaissant que la dissolution du Pacte de Varsovie a été la conséquence logique de la fin de la guerre froide, mais que des arguments puissants justifient que l'OTAN existe toujours;

(xv) Considérant qu'en dépit des assurances répétées sur le caractère non agressif et la vocation de plus en plus politique de l'OTAN, son l'élargissement à des pays proches de ses frontières ne peut qu'amplifier le sentiment de la Russie d'être face à une manœuvre d'encerclement;

(xvi) Notant que les efforts de l'OTAN pour nouer le dialogue avec la Russie, tout

d'abord par un Acte fondateur OTAN-Russie, puis par la création d'un Conseil OTAN-Russie, ne visaient absolument pas à donner à la Russie un quelconque droit de veto sur les décisions de l'OTAN, ce qui réduit ce partenariat à une simple coopération technique;

(*xvii*) Rappelant que l'OTAN refuse de nouer des liens formels avec l'Organisation collective de sécurité dirigée par la Russie afin de ne pas légitimer le rôle régional de la Russie en Asie centrale;

(*xviii*) Considérant que la Russie ne peut pas avoir un droit de veto sur les décisions de l'OTAN concernant son élargissement, mais estimant aussi que quand l'OTAN prend de telles décisions, elle doit tenir compte du fait celles-ci peuvent être perçues comme une menace par ses voisins, ce qui peut être préjudiciable à la sécurité et à la stabilité de la région et ne renforce en rien l'Alliance;

(*xix*) Considérant que pour l'instant, le processus d'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie devrait être suspendu étant donné qu'il ne contribue pas à renforcer la sécurité dans la zone euro-atlantique;

(*xx*) Reconnaissant que l'OSCE, notamment après le sommet de Paris en 1990, a proposé un Pacte de sécurité auquel pouvaient participer sur un pied d'égalité tous les pays de la communauté euroatlantique au sens large du terme;

(*xxi*) Notant cependant que l'OSCE n'a pas vocation à fournir des garanties de sécurité automatiques de quelque nature que ce soit à ses membres en cas d'attaque contre leur territoire;

(*xxii*) Prenant acte de la proposition de la Russie de négocier un nouveau Traité européen de sécurité qui inclurait une stratégie commune pour tous les pays de la zone euro-atlantique sans saper l'OTAN, l'UE ou l'OSCE;

(*xxiii*) Considérant que l'objectif de donner un même niveau de sécurité à tous les pays de la zone euro-atlantique,

comme le propose la Russie dans son projet de nouveau Traité européen de sécurité, est incompatible avec la politique de la Russie de conserver ou de rétablir une sphère d'influence au-delà de ses frontières nationales;

(*xxiv*) Notant que le Traité sur la réduction des armes stratégiques (START), à l'origine d'une substantielle diminution des arsenaux stratégiques et contenant des dispositions en matière d'inspection et de vérification, devrait venir à expiration à la fin de 2009 et considérant que les signataires de ce traité doivent maintenant le reconduire;

(*xxv*) Notant que l'OTAN et la Russie n'ont pas pu se mettre d'accord sur la mise en oeuvre des engagements d'Istanbul de 1999 prévoyant des retraits de troupes au titre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), ce qui a conduit à l'impasse actuelle, avec des pays membres de l'OTAN n'ayant pas ratifié le Traité alors que la Russie, qui l'avait ratifié, en a désormais suspendu l'application;

(*xxvi*) Regrettant que les Traités START et FCE, instruments vitaux ayant contribué au renforcement de la sécurité en Europe, soient en train de se dissoudre en l'absence de toute perspective sérieuse de nouvelles négociations opportunes afin de promouvoir de nouveaux efforts dans le domaine du contrôle des armements et de l'instauration de la confiance;

(*xxvii*) Notant que les Etats-Unis ont décidé de dénoncer unilatéralement le Traité sur la limitation des systèmes de défense antimissiles ABM et d'installer des éléments d'un système de défense antimissile en Pologne et en République tchèque en faisant valoir qu'un tel dispositif était nécessaire à leur protection contre la menace de tirs de missiles balistiques en provenance de pays comme l'Iran ou la Corée du Nord;

(*xxviii*) Consciente que la Russie perçoit l'installation d'un tel système de défense antimissile en Europe et dans le

reste du monde comme un premier jalon vers un système mondial susceptible de neutraliser son arsenal de missiles balistiques, pivot de ses forces stratégiques, ce qui la placerait dans une position vulnérable, et estimant qu'il faut tenir compte de cette susceptibilité, même si les Etats-Unis et d'autres pays la jugent infondée;

(*xxix*) Considérant que la Russie et les Etats-Unis devraient renoncer à la rhétorique sur la montée des périls qui s'est avérée un moyen de communication inefficace pendant la guerre froide et qui pourrait par inadvertance conduire à un conflit armé;

(*xxx*) Rappelant que malgré le refroidissement récent de ses relations, la Russie reste pleinement consciente de la multiplication des pôles d'intérêts qu'elle partage avec ses partenaires occidentaux et continue de coopérer dans un certain nombre de domaines cruciaux pour la sécurité, en particulier pour ce qui est des opérations de maintien de la paix au Tchad, de la pacification et de la reconstruction de l'Afghanistan, et de la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la prolifération;

(*xxxi*) Appuyant les efforts de l'UE pour intensifier ses relations avec la Géorgie, notamment grâce au plan d'action formulé dans sa Politique européenne de voisinage et au paquet d'assistance très complet qu'elle a adopté récemment;

(*xxxii*) Se félicitant de la récente proposition de l'UE de renforcer sa Politique de voisinage par un « partenariat oriental » qui se fixe des objectifs plus ambitieux en ce qui concerne le mouvement des personnes, le commerce et l'assistance financière et comporte des dispositions pour une coopération multilatérale entre les pays concernés, l'UE contribuant ainsi à un dialogue sur des questions d'intérêt commun comme l'énergie, la bonne gouvernance et l'intégration économique;

(*xxxiii*) Entérinant l'idée que le partenariat oriental ne doit pas être perçu

comme un premier pas vers l'adhésion à l'UE, mais qu'il n'en exclut pas non plus la possibilité pour l'avenir;

(*xxxiv*) Considérant que l'interdépendance croissante entre l'UE et la Russie, constatée surtout depuis les deux dernières décennies dans des secteurs comme le commerce, l'investissement, l'approvisionnement énergétique et la sécurité extérieure, est un argument puissant pour inciter la Russie à s'associer à des efforts de coopération et à négocier un accord de partenariat constituant le cadre de ses futures relations,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET AU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

1. De coopérer intensément avec tous les partenaires intéressés dans son voisinage pour mettre en oeuvre les objectifs du partenariat oriental qui recèle le potentiel d'apporter une contribution majeure à la sécurité et à la stabilité dans une région où l'élargissement de l'OTAN risque d'avoir un impact négatif;

2. D'engager des négociations sur un accord de partenariat renforcé avec la Russie, comme il a été décidé, en indiquant clairement qu'il est inacceptable que la Russie prétende étendre sa sphère d'influence au-delà de ses frontières à des pays indépendants qui ont le droit souverain de fixer les paramètres de leurs relations étrangères;

3. De préparer le terrain, en concertation avec la Russie, les Etats-Unis, l'OTAN et l'OSCE, à des discussions sur un nouveau cadre de sécurité en Europe qui garantisse la même sécurité pour tous en prenant appui sur les acquis antérieurs;

4. De redoubler d'efforts pour rechercher des solutions aux conflits dits gelés en Europe, en exploitant la crédibilité accrue de l'UE en tant qu'acteur de politique étrangère et interlocuteur de poids face à la Russie pour les questions de sécurité et de stabilité;

5. De renforcer ses liens avec la Géorgie en lui fournissant une assistance complète pour réparer les dommages matériels et économiques engendrés par la guerre et en l'aidant à mettre en oeuvre les réformes nécessaires à la consolidation de la Géorgie en tant que nation moderne fondée sur l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la libre économie de marché;

6. D'exiger de la Russie qu'elle respecte l'accord qu'elle a signé avec l'UE, en veillant à ce que la Mission d'observation

de l'UE en Géorgie puisse accomplir sa tâche à l'intérieur des frontières administratives de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud;

7. De continuer à promouvoir une politique énergétique clairement intégrée, qui fournira des possibilités plus nombreuses et plus claires de créer des procédures de règlement des litiges tout en offrant une plus grande confiance aux investisseurs.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione 834 ⁽¹⁾Sulla sicurezza europea dopo la guerra in Georgia ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) costernata per il fatto che due Stati membri dell'OSCE e del Consiglio d'Europa siano entrati in guerra a seguito di una disputa che avrebbe dovuto essere appianata con mezzi pacifici e che, dall'accordo di cessate il fuoco del 1992 per il conflitto tra Georgia e Ossezia in poi, non si sia mai profilata una seria prospettiva di accordo negoziato accettabile per tutte le parti coinvolte;

(ii) a conoscenza delle asserite violazioni della Convenzione europea dei diritti dell'uomo, delle Convenzioni di Ginevra del 1949 e di altri trattati internazionali, ed accettando il fatto che ogni azione in giudizio avviata in conseguenza di tali atti è di competenza degli organi preposti, compresa la Corte internazionale di Giustizia;

(iii) consapevole della netta divergenza di vedute tra Georgia e Russia quanto all'attribuzione della responsabilità per l'inizio della guerra, e dando per certo che, in conformità con la decisione dell'Unione europea, tale questione sarà esaminata da una commissione d'inchiesta internazionale indipendente, che indagherà anche su quanto accaduto durante questa guerra breve ma tragica;

(iv) deplorando il fatto che, a seguito della guerra, i rapporti tra la Russia da una parte, e l'UE, la NATO e gli Stati Uniti

dall'altra, si siano deteriorati proprio quando la cooperazione internazionale assume un'importanza vitale per fronteggiare delle sfide senza precedenti alla sicurezza e all'economia mondiali;

(v) deplorando l'affrettato riconoscimento dell'Abkhazia e dell'Ossezia meridionale da parte russa, non preceduto da alcun tentativo di coinvolgere il Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite in un processo negoziale;

(vi) prendendo atto della decisione russa secondo la quale il riconoscimento è irreversibile, ma rilevando che nessuno tra gli alleati più stretti della Russia ha manifestato il proprio sostegno all'indipendenza delle due regioni secessioniste ⁽³⁾ che, data la loro situazione economica, demografica e geografica, sono destinate a dipendere dalla Russia;

(vii) salutando il clima positivo in cui si sono svolte le tornate di novembre dei colloqui di riconciliazione di Ginevra, il quale ha consentito ai gruppi di lavoro

⁽¹⁾ Approvata dall'Assemblea il 4 dicembre 2008 nella sua quarta seduta.

⁽²⁾ Motivazione: cfr. la relazione presentata a nome della Commissione politica dall'On. Hancock, relatore (Regno Unito, Gruppo federato) e dall'On. Miltiadis Varvitsiotis, relatore (Grecia, Gruppo federato), Doc. 2029.

⁽³⁾ Ad oggi, solo il Nicaragua ha seguito l'iniziativa russa riconoscendo l'indipendenza dell'Abkhazia e dell'Ossezia meridionale.

sulla sicurezza e la stabilità e sul ritorno degli sfollati e dei profughi di tenere riunioni informali con tutte le parti interessate;

(viii) essendo comunque del parere che l'UE non può accettare lo status quo in Georgia, e che il processo di Ginevra deve continuare, allo scopo di ripristinare la sicurezza e la stabilità nella regione, ma anche l'integrità territoriale della Georgia;

(ix) plaudento al successo della Presidenza UE nel mediare un cessate il fuoco tempestivo tra Georgia e Russia, rafforzando in tal modo la credibilità dell'UE quale soggetto di politica estera e valido interlocutore della Russia rispetto alle questioni di sicurezza nel continente eurasiatico;

(x) considerando che l'UE dovrebbe far uso di questo suo nuovo status di onesto mediatore nei conflitti entro la regione europea allargata per rinnovare e potenziare i propri sforzi tesi a contribuire alla soluzione dei cosiddetti conflitti congelati che ancora sussistono in Europa, compresi quelli che riguardano il Nagorno-Karabakh e la Transnistria;

(xi) plaudento al tempestivo dispiegamento della Missione di monitoraggio UE (EUMM) in Georgia, allo scopo di stabilizzare la situazione e ridurre il rischio di una ripresa delle ostilità, vigilando nel contempo sull'attuazione dell'accordo in sei punti raggiunto il 12 agosto;

(xii) considerando però inaccettabile che tale missione si veda ancora negato l'accesso alla zona situata oltre il confine amministrativo con le due regioni secessioniste, il che di fatto limita la sua attività al solo monitoraggio dell'attuazione dell'accordo in sei punti da parte georgiana;

(xiii) considerando che la promozione della pace e della sicurezza nella regione euroatlantica dipende dalla misura in cui le preoccupazioni di sicurezza di tutti i paesi interessati sono tenute in debito conto;

(xiv) riconoscendo che lo scioglimento del Patto di Varsavia fu una logica

conseguenza della fine della guerra fredda, ma che solidi argomenti sono stati avanzati a favore del mantenimento in vita della NATO;

(xv) considerando che, nonostante le reiterate assicurazioni in merito alla natura non aggressiva e sempre più politica della NATO, il suo ampliamento nel dopo guerra fredda ad includere nuovi membri circondanti le frontiere della Russia non poteva che esacerbare la percezione russa di accerchiamento;

(xvi) rilevando che gli sforzi compiuti dalla NATO per coinvolgere la Russia mediante un Atto fondamentale sulle relazioni NATO-Russia, cui è seguita l'istituzione di un Consiglio NATO-Russia, in nessun modo miravano a conferire alla Russia un diritto di veto sulle decisioni NATO, riducendo così il partenariato tra i due soggetti a una cooperazione meramente tecnica;

(xvii) ricordando altresì che la NATO ha rifiutato d'instaurare legami formali con l'Organizzazione per la sicurezza collettiva a guida russa, onde non legittimare il ruolo regionale della Russia in Asia centrale;

(xviii) considerando che, se la Russia non può disporre di un diritto di veto sulle decisioni relative all'ampliamento della NATO, nell'assumere tali decisioni la NATO deve, da parte sua, tener conto della possibilità che possano essere percepite dai suoi vicini come una minaccia, il che nuocerebbe alla sicurezza e alla stabilità regionali, senza peraltro accrescere il valore dell'Alleanza;

(xix) ritenendo che, per adesso, i piani volti ad offrire alla Georgia e all'Ucraina l'adesione alla NATO debbano essere accantonati, dato che essi non aumenterebbero la sicurezza della regione euroatlantica;

(xx) riconoscendo che, specialmente dopo il Vertice di Parigi del 1990, l'OSCE ha offerto un patto di sicurezza al quale tutti i paesi della comunità euroatlantica

in senso lato hanno potuto partecipare su un piede d'eguaglianza;

(xxi) rilevando, tuttavia, che l'OSCE non è stata concepita per fornire ai propri membri un qualsiasi tipo di garanzia automatica di sicurezza in caso di attacco al loro territorio;

(xxii) prendendo atto della proposta russa d'intavolare negoziati su un nuovo Trattato di sicurezza europea che contempli una pari sicurezza per tutti i paesi della regione euroatlantica, senza per questo minare la NATO, l'UE o l'OSCE;

(xxiii) considerando che lo scopo di una pari sicurezza per tutti i paesi della regione euroatlantica, perseguito dalla Russia attraverso la sua proposta di nuovo Trattato di sicurezza europea, è incompatibile con la politica russa di mantenimento o ristabilimento di una sfera d'influenza al di là delle proprie frontiere nazionali;

(xxiv) rilevando che il Trattato per la riduzione delle armi strategiche (START), che è servito da base per forti riduzioni degli arsenali strategici ed ha introdotto misure per l'ispezione e la verifica degli stessi, scadrà a fine 2009, e considerando che i firmatari del Trattato dovrebbero adesso prorogarlo;

(xxv) rilevando che la Nato e la Russia non sono state in grado di accordarsi sull'attuazione degli Impegni di Istanbul del 1999 in ordine al ritiro delle truppe ai sensi del Trattato sulle forze armate convenzionali in Europa (CFE), giungendo quindi allo stallo attuale, con i membri della NATO che non hanno ratificato il Trattato mentre la Russia, che lo ha fatto, ha ora cessato di ottemperare ai propri obblighi prescritti dal Trattato stesso;

(xxvi) deplorando il fatto che i Trattati START e CFE, ambedue strumenti essenziali per aumentare la sicurezza in Europa, si stiano adesso esaurendo senza che si profili alcuna seria e tempestiva prospettiva negoziale, atta a rilanciare l'impegno nel campo del controllo degli

armamenti e del rafforzamento della fiducia;

(xxvii) rilevando che gli Stati Uniti hanno deciso di procedere alla denuncia unilaterale del Trattato anti missili balistici e d'installare componenti di difesa antimissile in Polonia e nella Repubblica ceca, con la giustificazione che ciò era necessario per proteggere gli Stati Uniti da minacce sotto forma di missili balistici da parte di Stati quali l'Iran e la Corea del nord;

(xxviii) rilevando che l'installazione di componenti di difesa antimissile in Europa e altrove è stata percepita dalla Russia come un primo passo verso la costituzione di un Sistema di difesa antimissile globale, capace in ultima analisi di neutralizzare il caposaldo delle sue forze strategiche, ossia il suo arsenale di missili balistici, rendendo così il paese vulnerabile; ritenendo altresì che gli Stati Uniti ed altri dovrebbero tener presenti tali percezioni pur reputandole infondate;

(xxix) considerando che tanto la Russia quanto gli Stati Uniti dovrebbero por fine alla loro retorica delle minacce crescenti, che già durante la guerra fredda ha dimostrato di costituire una così inefficace modalità comunicativa, e che potrebbe inavvertitamente sfociare in un conflitto armato;

(xxx) rilevando che, malgrado il recente raffreddamento delle relazioni, la Russia è tuttora pienamente consapevole della crescente quantità d'interessi che condivide con i suoi partner occidentali, e continua a cooperare su tutta una serie di aspetti essenziali della sicurezza, quali l'operazione UE di mantenimento della pace nel Ciad, la pacificazione e ricostruzione dell'Afghanistan e la lotta contro il terrorismo, il traffico di droga e la proliferazione;

(xxxi) sostenendo l'UE nel suo impegno a intensificare i rapporti con la Georgia, tra l'altro mediante il Piano d'azione della sua Politica europea di vicinato

(PEV/ENP) e l'accordo globale di assistenza recentemente stipulato;

(xxxii) plaudendo alla proposta, avanzata ultimamente dall'UE, di rafforzare la sua Politica di vicinato tramite un Partenariato orientale che fissi mete più ambiziose per quanto riguarda il movimento delle persone, il commercio e l'assistenza finanziaria, e ponga in essere una nuova cooperazione multilaterale fra i paesi interessati, con l'UE ad agevolare un dialogo su temi di comune interesse quali la sicurezza energetica, il buon governo, la stabilità e l'integrazione economica;

(xxxiii) sottoscrivendo l'idea per cui, se il nuovo Partenariato orientale non va considerato come un primo passo verso l'adesione all'UE, esso nemmeno esclude la possibilità dell'adesione in una fase ulteriore;

(xxxiv) considerando che l'interdipendenza crescente fra l'UE e la Russia, specie negli ultimi due decenni, in settori quali il commercio, gli investimenti, l'approvvigionamento energetico e la sicurezza esterna costituisce un forte motivo per coinvolgere la Russia in iniziative di cooperazione, e negoziare un accordo di partenariato atto a fornire una cornice per i rapporti a venire;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE E AL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA DI:

1. adoperarsi attivamente assieme a tutti i partner del vicinato interessati per realizzare gli obiettivi del Partenariato orientale, il quale è potenzialmente in grado di dare un grande contributo alla sicurezza e alla stabilità di una regione in cui l'ampliamento della NATO potrebbe rivelarsi controproducente;

2. intavolare, come è stato deciso, negoziati per un accordo di partenariato rafforzato con la Russia, chiarendo nel contempo che è inaccettabile che la Russia cerchi di estendere la propria sfera d'influenza a paesi al di là delle sue frontiere, e dotati del diritto sovrano di determinare i parametri delle loro relazioni internazionali;

3. predisporre, assieme alla Russia, agli Stati Uniti, alla NATO e all'OSCE, il terreno per una discussione su un rinnovato quadro di sicurezza europeo che, sulla base di quanto già conseguito, garantisca a tutti una pari sicurezza;

4. incrementare gli sforzi volti a dar soluzione a tutti i cosiddetti conflitti congelati che ancora sussistono in Europa, facendo tesoro dell'accresciuta credibilità dell'UE quale soggetto di politica estera e valido interlocutore della Russia rispetto alle questioni di sicurezza e stabilità;

5. rafforzare ulteriormente i propri rapporti con la Georgia, fornendo una totale assistenza in ordine alla riparazione dei danni materiali ed economici provocati dalla guerra, ed aiutandola a porre in atto le riforme occorrenti per consolidarsi come Stato moderno fondato sulla democrazia, lo stato di diritto, il buon governo e una libera economia di mercato;

6. chiedere alla Russia di onorare il proprio accordo con l'UE, facendo sì che l'UEMM possa assolvere i propri compiti entro i confini amministrativi dell'Abkhazia e dell'Ossezia meridionale;

7. seguire a promuovere una politica energetica chiara ed integrata, che offra maggiori e più chiare opportunità per istituire procedure di risoluzione delle controversie e offrire più certezza agli investitori.